



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

woensdag

06-11-2002

14:15 uur

mercredi

06-11-2002

14:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
cdH	<i>centre démocrate Humaniste</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Bernard Baille aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de ISLP-opleiding" (nr. A189) 1

Sprekers: **Bernard Baille, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Vraag van mevrouw Fauzaya Talhaoui aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het rapport van het Comité ter Preventie van Foltering en Mensonwaardige Behandeling (CPT) overgemaakt aan de Belgische overheid" (nr. A154) 4

Sprekers: **Fauzaya Talhaoui, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Vraag van de heer Jozef Van Eetvelt aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de subsidiëring aan de brandweerzones" (nr. A220) 7

Sprekers: **Jozef Van Eetvelt, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de organisatie van het stemrecht voor de verkiezingen van het federale Parlement van de Belgen die in het buitenland verblijven" (nr. A237) 9

Sprekers: **Simonne Creyf, Antoine Duquesne**, minister van Binnenlandse Zaken

SOMMAIRE

Question de M. Bernard Baille au ministre de l'Intérieur sur "la formation au logiciel ISLP" (n° A189) 1

Orateurs: **Bernard Baille, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question de Mme Fauzaya Talhaoui au ministre de l'Intérieur sur "le rapport transmis par le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) aux autorités belges" (n° A154) 4

Orateurs: **Fauzaya Talhaoui, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question de M. Jozef Van Eetvelt au ministre de l'Intérieur sur "les subventions accordées aux zones d'incendie" (n° A220) 7

Orateurs: **Jozef Van Eetvelt, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

Question de Mme Simonne Creyf au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation du droit de vote des Belges résidant à l'étranger en vue des élections du Parlement fédéral" (n° A237) 9

Orateurs: **Simonne Creyf, Antoine Duquesne**, ministre de l'Intérieur

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

van

du

WOENSDAG 6 NOVEMBER 2002

MERCREDI 6 NOVEMBRE 2002

14:15 uur

14:15 heures

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur door de heer Paul Tant, voorzitter.
La séance est ouverte à 14.19 heures par M. Paul Tant, président.

01 Question de M. Bernard Baille au ministre de l'Intérieur sur "la formation au logiciel ISLP" (n° A189)

01 Vraag van de heer Bernard Baille aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de ISLP-opleiding" (nr. A189)

01.01 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie tout d'abord pour votre bon accueil. C'est effectivement pour moi une première. J'ai quand même un peu d'expérience parlementaire puisque j'ai été pendant quatre ans membre du Parlement wallon et vice-président de la commission des Affaires intérieures et de la Fonction publique.

Monsieur le ministre, ma question n'a peut-être pas de dimension très politique mais j'essaie d'être le relais des citoyens et des fonctionnaires et cette question m'a été suggérée par des fonctionnaires de police. Je me permets donc de vous la poser.

Les polices locales devront, à la date du 1^{er} janvier prochain, travailler avec un logiciel appelé ISLP pour rédiger leurs procès-verbaux. Je viens d'apprendre ce que cela voulait dire, c'est Informatic System Local Police. A cette fin, une formation doit être dispensée à tous les policiers locaux. Un courrier récent de la police fédérale et de certaines académies de police signale aux chefs de corps des différentes zones du Hainaut oriental que les formateurs à ce logiciel seront formés seulement dans le courant du mois de janvier, voire février 2003, alors que le logiciel actuel qui sert pour les services de police ne sera plus opérationnel à partir du 1^{er} janvier 2003. Donc, il y aura là un couac.

En raison de cette date-butoir, il est devenu impératif que les formateurs de la police fédérale et des académies de police forment le personnel appelé à dispenser ce savoir et ce, avant le nouvel an, voire même dès maintenant. Il me semble, d'après ce que m'ont dit les fonctionnaires des différentes zones de police, qu'il faudrait former immédiatement les formateurs de la police locale afin d'éviter tout retard.

En effet, si cette mesure n'est pas applicable, cela risque d'engendrer des pertes de capacités pour les zones qui devront encoder les

01.01 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Vanaf 1 januari 2003 moet de lokale politie werken met de nieuwe ISPL-software, waarmee processen-verbaal kunnen worden opgesteld. Alle lokale politiebeambten moeten dus worden opgeleid. Uit een brief van de federale politie en van sommige politiescholen aan de korpschefs van de verschillende zones van Oost-Henegouwen blijkt dat de opleiders zelf pas in januari of zelfs februari 2003 een vorming zullen krijgen. Vanaf 1 januari 2003 mag de bestaande software echter niet langer worden gebruikt.

De opleiders moeten dus onmiddellijk zelf worden opgeleid om te voorkomen dat later problemen zouden ontstaan. Overweegt u dwingende maatregelen te nemen ten aanzien van de federale politie en de politiescholen om ervoor te zorgen dat de normale werking in de verschillende zones door dat praktisch probleem niet wordt bemoeilijkt?

procès-verbaux ultérieurement, avec toutes les conséquences et les risques d'erreurs que cela pourra générer: je citerai, par exemple, des incidents sur la numérotation des pièces judiciaires ou d'autres sources d'erreurs, qui pourraient ensuite provoquer toute une série de retards au niveau judiciaire. D'après ce que m'ont dit mes informateurs, un courrier signé par plusieurs chefs de zone a été envoyé aux commissaires et au gouverneur de la province, ainsi qu'in fine à vous-même.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire si vous envisagez de prendre des mesures contraignantes vis-à-vis de la police fédérale et des écoles de police, de manière à accélérer cette mise en place du logiciel, à éviter des problèmes et à empêcher que les différentes zones de police ne soient handicapées par ce problème pratique. Celui-ci peut apparaître mineur car quand on est dans cette noble assemblée, on a d'autres perspectives mais il me semble que c'est important de relayer ce que les gens vivent de façon quotidienne. Si nous ne prenons pas attitude, cela risquerait d'avoir des conséquences non négligeables pour le personnel des polices mais aussi pour l'ensemble des citoyens.

Monsieur le ministre, je vous remercie de votre bonne attention et de la réponse que vous voudrez bien me donner, ainsi qu'éventuellement votre point de vue sur la question.

01.02 Antoine Duquesne, ministre: Monsieur le président, je me réjouis que pour sa première question, M. Baille se préoccupe de la modernisation des services de police, ce qui est notre souci commun. Je me réjouis d'autant plus que ma réponse va pouvoir apaiser ses inquiétudes.

Comme vous le savez, afin de garantir une gestion et un traitement de l'information opérationnelle policière de qualité, et en particulier la saisie des données à l'occasion notamment de la rédaction des procès-verbaux, il était nécessaire, dans un premier temps, d'assurer la formation de gestionnaires fonctionnels ISLP.

Sous la responsabilité de leurs chefs de corps respectifs, ces gestionnaires fonctionnels ISLP contribuent à la mise en place du traitement de l'information au sein de leur zone de police. La formation de ces gestionnaires fonctionnels ISLP donnée par la police fédérale est en cours et se prolongera dans le courant de l'année 2003. Cette formation leur permet, outre d'exercer cette compétence au sein de leur corps, d'acquérir les connaissances suffisantes et actualisées en matière de traitement de l'information policière opérationnelle pour dispenser, à leur tour, les formations d'assistant gestionnaire fonctionnel ISLP et d'utilisateur final ISLP. Les écoles peuvent, dès à présent, recruter parmi les gestionnaires fonctionnels ISLP des chargés de cours pour dispenser ces formations. Ces formations peuvent également être dispensées au sein de chaque zone sous la responsabilité d'une école de police agréée. A l'heure actuelle, différentes écoles de police organisent déjà des formations de gestionnaire fonctionnel ISLP au profit des zones de police équipées du système informatique ISLP pour répondre aux dispositions de ma circulaire PLP5.

Pour répondre à votre préoccupation précise, j'ai interrogé la police fédérale qui m'informe qu'en dehors de quelques zones, toutes ont

01.02 Minister **Antoine Duquesne**: Om het beheer en de verwerking van de operationele politie-informatie en meer bepaald de codering van de processen-verbaal te verzekeren, moest eerst de opleiding tot 'functioneel beheerder ISLP', die instaat voor de informatieverwerking in zijn zone, worden georganiseerd.

De opleiding van deze beheerders is momenteel aan de gang en zal in 2003 worden voortgezet. Deze opleiding stelt de cursisten in staat op hun beurt de opleidingen tot 'assistent functioneel beheerder ISLP' en 'ISLP-eindgebruiker' te geven.

Momenteel organiseren verscheidene politiescholen al opleidingen tot "functioneel beheerder ISLP" ten voordele van de politiezones die over een ISLP-systeem beschikken.

Op enkele uitzonderingen na hebben alle zones die software voor de zomervakantie van 2002 ontvangen. Die software werd trouwens aan het Hilde-netwerk gekoppeld. Alle

reçu le logiciel ISLP avant les vacances de juillet 2002; il a d'ailleurs déjà été relié au réseau ILDE. Tous les gestionnaires de systèmes ont été formés. Dès lors, les responsables ont eu le temps, dans la grande majorité des cas, de procéder à la formation des gestionnaires fonctionnels.

Dans ces conditions, je ne postpose pas la date de mise en fonctionnement du ISLP prévue au 1^{er} janvier 2003.

Toutefois, s'il s'avérait qu'à cette date certains services devaient encore utiliser l'application "police brigade", des solutions ponctuelles seraient envisagées par la police fédérale afin d'apporter leur appui pour garantir l'enregistrement et le transfert des données policières opérationnelles. Les directives nécessaires sont données pour assurer, durant la période de transition entre l'application "police brigade" et le système informatique ISLP, la qualité des données et le maintien de l'efficacité des services de police.

"systeembeheerders" werden opgeleid. In de overgrote meerderheid van de gevallen heeft men dus de tijd gehad om de opleiding van de "functionele beheerders" te organiseren.

Ik zal de datum van ingebruikneming van ISLP, die op 1 januari 2003 werd vastgesteld, niet uitstellen. Mocht echter blijken dat sommige diensten op die datum nog altijd de vroegere toepassing gebruiken, dan zal de federale politie de uitwerking van specifieke oplossingen overwegen om de registratie en de overheveling van de operationele politiegegevens te garanderen.

01.03 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, par rapport à ce dont mes interlocuteurs des services de polices m'ont fait part, j'ai cru comprendre dans la réponse de M. le ministre que tout démarrait au 1^{er} janvier 2003 mais je ne sais pas si cette réponse peut apaiser les inquiétudes de ces chefs de zone.

01.03 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Ik ben er niet zeker van dat uw antwoord de ongerustheid bij de autoriteiten van de lokale politie zal kunnen wegnemen.

01.04 Antoine Duquesne, ministre: Il faudrait d'abord savoir ce dont il s'agit. La première chose qu'il faudrait faire, avant de vous demander de m'interroger, c'est avoir un contact avec la police fédérale. Il s'agit de quelle zone de police?

01.04 Minister **Antoine Duquesne:** Om welke zone gaat het?

01.05 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): La zone Germinal.

01.05 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): De zone Germinal.

01.06 Antoine Duquesne, ministre: Les logiciels sont disponibles, les gestionnaires ISLP ont été formés, ils peuvent eux-mêmes assurer la formation de tous ceux qui en cascade doivent utiliser le système dans les zones de police. Dès lors, je ne comprends pas pourquoi il y aurait une difficulté dans la zone Germinal mais je vais vérifier.

01.06 Minister **Antoine Duquesne:** Alles werd in het werk gesteld om ervoor te zorgen dat ISLP al op 1 januari 2003 zal kunnen worden gebruikt. Ik zal nagaan of een en ander in de zone Germinal vlot verloopt.

01.07 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Apparemment, c'est le Hainaut oriental qui avait l'air d'être angoissé par ce problème de pontage, dirais-je.

01.08 Antoine Duquesne, ministre: Il faut voir évidemment si au niveau de la zone, et je vais le vérifier, on a pris toutes les mesures pour utiliser les formateurs qui ont suivi une formation ISLP, pour la dispenser au personnel chargé d'utiliser le réseau.

01.09 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Ce que j'ai pu comprendre de la préoccupation du chef de zone, c'est que l'académie de police de Jurbise n'était pas prête pour redonner la formation aux agents de la zone Germinal.

01.09 Bernard Baille (ECOLO-AGALEV): Naar verluidt heeft de Politieschool van Jurbeke niet voor de opleidingen voor die zone gezorgd.

01.10 Antoine Duquesne, ministre: Ce n'est pas pensable mais je vais vérifier.

01.10 Minister **Antoine Duquesne**: Dat is ondenkbaar.

Le **président**: Au nom de tous les collègues, je vous félicite pour votre première intervention.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Vraag van mevrouw Fauzaya Talhaoui aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het rapport van het Comité ter Preventie van Foltering en Mensonwaardige Behandeling (CPT) overgemaakt aan de Belgische overheid" (nr. A154)

02 Question de Mme Fauzaya Talhaoui au ministre de l'Intérieur sur "le rapport transmis par le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) aux autorités belges" (n° A154)

02.01 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, ik zou de minister graag vragen stellen over het bezoek van het Comité ter Preventie van Foltering en Mensonwaardige Behandeling aan de Belgische strafinrichtingen en gesloten instellingen. Die bezoeken hadden plaats tijdens de periode van 25 november tot 7 december 2001. Ik zou de minister graag ondervragen over bepaalde opmerkingen uit het rapport. Enkele weken geleden ondervroeg ik reeds de minister van Justitie over opmerkingen die op zijn bevoegdheid betrekking hebben.

02.01 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): Du 25 novembre au 7 décembre 2001, le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, qui dépend du Conseil de l'Europe, s'est penché sur les institutions pénitentiaires et les institutions fermées en Belgique.

Het Comité spreekt van excessief politiegeweld en vermeldt in dat verband stampen, het toedienen van vuistslagen, het gebruik van traangasspray en het gebruik van de matrak tijdens sommige verhoren. Het Comité vindt onder meer bewijzen in medische dossiers, waarin sommige verwondingen uitvoerig worden beschreven. Die dossiers vermelden ook dat het niet louter om oorvegen of tikken tegen het hoofd gaat, maar om duidelijk zichtbare verwondingen, blauwe plekken en andere vormen van aantasting van de fysieke integriteit. Het Comité vindt enige bevestiging van excessief politiegeweld in de rapporten van het Comité P. Dat comité stelt dat politiediensten inderdaad disproportioneel geweld gebruiken tijdens verhoren.

Dans son rapport, le Comité fait état de violences policières excessives au cours d'interrogatoires, dont il relève des indications dans les dossiers médicaux et dans les rapports du Comité P. Cette situation n'est pas neuve mais le Comité souligne aussi une augmentation de la violence. La contrainte est nécessaire dans certains cas mais elle est inacceptable dans le cadre d'un interrogatoire ordinaire.

Mijnheer de minister, ik denk niet dat ik nieuwe dingen vertel. Het geweld tijdens politieoptredens en ondervragingen is een continu gegeven. Verscheidene rapporten vermelden het telkens. Het Comité stelt dat het geweld de afgelopen twee jaar zelfs met 10% is gestegen. Volgens het Comité kunnen bepaalde dwangmaatregelen of vormen van geweld toegepast worden omdat de betrokken persoon niet zo vredelievend is, gewapend is of een gevaar vormt voor de politieagent die hem vasthoudt of ondervraagt. Het Comité heeft daar begrip voor. Maar waarom moet men bij een gewone ondervraging, met beide partijen aan een andere kant van de tafel, excessief geweld gebruiken?

Le Comité se demande dans quel cas le recours au gaz lacrymogène est justifié. Existe-t-il un arrêté royal relatif à la déontologie des services de police? Le ministre peut-il se rallier à certaines suggestions du Comité concernant par exemple le recours à la surveillance vidéo lors des interrogatoires? Que pense le ministre de l'idée d'informer la personne interrogée de l'identité de celui qui l'interroge?

Samen met het Comité vraag ik mij af in welke omstandigheden het gebruik van traangasspray verantwoord is. Graag had ik van u vernomen of daarover criteria of richtlijnen bestaan. In de wet van december 1998 over de politiehervorming is er sprake van de uitwerking van een koninklijk besluit inzake de deontologie van onze politiediensten over die materie. Is dat koninklijk besluit er

ondertussen? Kunt u mij daarover meer uitleg verschaffen? Kan de minister begrip opbrengen voor een aantal suggesties van het Comité rond het gebruik van excessieve dwang? Wat denkt de minister bijvoorbeeld over videotoezicht tijdens ondervragingen in het politiekwartier of het gebruik van videocamera's in verhoorruimtes? Welke conclusies heeft de minister getrokken sinds het verschijnen van rapporten over het gebruik van disproportioneel geweld door politiediensten? Tot slot had ik ook graag gepeild naar de opinie van de minister over de bekendmaking van de identiteit van politieagenten aan de betrokken ondervraagde persoon. Misschien is dat een delicate kwestie. Als een persoon tijdens het verhoor het voorwerp wordt van geweld, kan die persoon dan aan de politieagent vragen zijn identiteit bekend te maken?

Het Comité heeft ook vrij veel opmerkingen gemaakt over het gebruik van dwang en geweld bij de verwijdering van ons grondgebied van mensen zonder papieren die in Zaventem in wachtruimtes wachten op het vliegtuig dat hun terugkeer verzekert.

Het Comité heeft daarbij enorm veel kritiek op het gebruik van plastic boeien. Ik dacht dat sinds het voorval met Sémira Adamu het niet meer toegelaten was om plakband op de mond te bevestigen bij de verwijdering van die personen. Ik had graag uw mening hierover gehoord.

Het Comité vraagt of het niet mogelijk is om in de gangen en plaatsen waar mensen zonder papieren verblijven eventueel bewakingscamera's te plaatsen. Wat vindt u daarvan?

Mijnheer de minister, ik weet dat u binnen zes maanden ook een antwoord zal moeten geven aan het Comité ter Preventie van Foltering en ook de minister van Justitie zal dat moeten doen. Kunt u misschien al een tipje van de sluiters oplichten over de antwoorden die u aan het Comité zal verschaffen?

02.02 Minister **Antoine Duquesne**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Talhaoui, uw vragen bevatten twee aspecten. Het eerste aspect handelt over de politie. U interpelleert mij over het gebruik van politiegeweld bij ondervragingen, naar aanleiding van de publicatie van het verslag van het Europees Comité ter Preventie van Foltering en Mensonwaardige behandelingen. Ik kan u meedelen dat het Comité verslag heeft uitgebracht over drie feiten – ik herhaal het, drie feiten – waarbij leden van de lokale politie geweld zouden hebben gebruikt bij het “staande houden” van personen en niet tijdens ondervragingen of tijdens het verhoor. Ik kan u meedelen dat ik over deze materie en ingevolge dat verslag geen richtlijnen heb gegeven, aangezien deze feiten gelukkig zelden voorkomen. Het is in ieder geval evident dat het niet gerechtvaardigd gebruik van geweld, uitgeoefend door politieambtenaren, ontoelaatbaar is en dient beteugeld te worden op het gerechtelijk gebied en op het gebied van de beroepsdeontologie. Wanneer ik op de hoogte word gebracht van feiten waarbij politieambtenaren geweld zouden hebben gebruikt, vraag ik aan de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie of aan het Comité P om een onderzoek in te stellen. Ik zal er eveneens voor zorgen dat uit de resultaten van het onderzoek onmiddellijk de nodige lessen worden getrokken.

Wat het aspect verwijderingen betreft, stel ik vast dat het Comité ter

Le Comité a également formulé des observations concernant l'expulsion de sans-papiers de notre territoire et la violence qui peut accompagner cette mesure. Il dénonce surtout l'utilisation de liens en plastic. Du reste, depuis "l'affaire Adamu", l'application de rubans adhésifs sur la bouche de la personne qui fait l'objet d'une mesure d'expulsion n'avait-elle pas été proscrite? Quel est le point de vue du ministre à ce sujet?

Que pense-t-il des caméras de surveillance installées à des endroits où séjournent des sans-papiers?

02.02 **Antoine Duquesne**: Le Comité n'a évoqué que trois cas de recours à la violence lors d'arrestations de personnes et non lors d'interrogatoires ! Je n'ai donc encore publié aucune directive en la matière.

Il va de soi qu'un agent ne peut jamais outrepasser ses compétences ; si cela se produit malgré tout, le Comité P ou l'Inspection générale de la police fédérale ou de la police locale doit intervenir. On tire sur-le-champ les enseignements des résultats enregistrés.

Le Comité contre la torture se réjouit de ce que de nombreuses mesures soient prises pour limiter autant que possible les risques.

Preventie van Folteringen zich verheugt – ik citeer – “voor de vele maatregelen die werden genomen om het risico tot het minimum te beperken en dit wat de verwijderingen betreft”. Het Comité voegt eraan toe dat het succesgehalte van de operaties tot verwijdering – en ik citeer opnieuw – “zou aantonen dat men niet telkens beroep doet op verwijderingen”. Het klopt dat uit het onderzoek van een bepaald aantal dossiers blijkt dat die operaties een duidelijk risico met zich brengen op onmenselijke en vernederende behandelingen. De aandacht wordt in het bijzonder gevestigd op het risico van posturale verstikking en de noodzaak om het type handboeien te herzien. Wat dit laatste punt betreft, heb ik een aanvraag bij de federale politie ingediend om zich aan deze aanbevelingen te houden. Wat de rest betreft zal ik een commissie belasten met het evalueren van de gebruikte dwangtechnieken, met de vraag mij na het doornemen van dit verslag voorstellen over te zenden.

Ce pays compte 38.000 policiers qui exercent un métier difficile: problèmes de maintien de l'ordre, lutte contre les incivilités, lutte contre la délinquance, participation à des expulsions, qui ne sont jamais des opérations agréables et encore moins faciles. Personnellement, j'estime ce rapport excellent. Aujourd'hui, je peux féliciter les services de police, car, dans le fond, il n'y a quasi aucun manquement à signaler.

Je comprends parfaitement, et je suis le premier à le faire, que l'on n'hésite pas à demander des sanctions et des sanctions lourdes en cas de manquement, mais il faudrait que l'on perde, dans ce pays, la détestable habitude de toujours vouloir donner l'impression que les services de police agissent mal, ne font pas leur devoir, ne respectent pas la loi, utilisent la violence de manière arbitraire et exagérée. Je dois vous dire que les citoyens sont bien contents de les voir arriver, lorsque ceux-ci sont exposés à la violence.

Et jusqu'à nouvel ordre, ce sont davantage les truands que les policiers qui représentent un vrai danger!

Il ressort de l'examen de nombreux dossiers que les opérations d'expulsion comportent manifestement des risques. Certaines positions, lorsqu'elles sont imposées par la force, peuvent entraîner l'étouffement. D'autres types de menottes doivent être utilisés. La police fédérale examine actuellement ces recommandations. Je chargerai une commission d'évaluer les techniques de contrainte et de formuler des propositions.

In België staan 38.000 politiebeambten in voor moeilijke en veelzijdige opdrachten: strijd tegen asociaal gedrag allerhande, misdaadbestrijding, begeleiding van mensen die het grondgebied moeten verlaten.

Bovendien vind ik dat verslag uitstekend en ik sta er dan ook op het volledige politiekorps daarvoor te feliciteren. Indien er tekortkomingen zijn moeten die uiteraard worden bestraft, maar we moeten af van die typisch Belgische gewoonte om voortdurend kritiek te spuien over het werk van onze politiediensten. Wanneer een burger zelf slachtoffer is van geweld, ziet hij ze maar al te graag komen. Ik wil trouwens opmerken dat het geweld doorgaans uitgaat van de criminelen en de misdadigers en niet van de politiediensten.

02.03 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, ik begrijp niet waarom de minister zich zo opboeit. Ik wou gewoon zijn bemerkingsen en zijn conclusies horen in verband met dat Comité tegen folteringen.

Mijnheer de minister, het Comité had het alleen maar over drie feiten, maar elk feit is er één te veel. Ten eerste, disproportioneel geweld door politieagenten kan niet in een democratie, kan niet in een democratische rechtsstaat. Het is niet omdat het Comité het alleen maar over drie gevallen had dat er niet meer gevallen gesignaleerd zijn of gerapporteerd staan, onder andere in de rapporten van ons Comité P. Er zijn verschillende zinnen in rapporten van het Comité P waar men het inderdaad heeft over...

02.03 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): Chaque fait en est un de trop ! Peut-être le nombre réel de faits est-il plus élevé que le nombre de faits rapportés. C'est en tout cas ce que donne à penser le rapport. Les agents ne sont pas infaillibles mais si les observations sont trop nombreuses, le ministre doit veiller à ce que les limites ne soient pas dépassées.

02.04 Antoine Duquesne, ministre: (...)

02.05 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): Inderdaad, ik weet ook wel dat politieagenten ook maar mensen zijn die soms aan gevaren blootgesteld worden, maar ik vind dat er zo veel opmerkingen worden gemaakt in zo veel rapporten, dat u als minister van Binnenlandse Zaken er zeker over moet waken dat er geen excessief geweld door politieagenten gebeurt.

Ten tweede, had ik ook in verband met die verwijderingen een vraag willen stellen. Als er inderdaad in verband met verwijderingen van mensen zonder papieren geweld wordt gepleegd of als er inderdaad excessieve dwang wordt uitgeoefend, hebben dan die mensen zonder papieren daarvoor wel ergens een meldpunt, want eens ze in het land van herkomst zijn wordt er eigenlijk over gezweven en wordt er niets meer aan gedaan. Dat is trouwens ook een suggestie van het Comité ter Preventie van Foltering.

02.06 Antoine Duquesne, ministre: Evidemment, mais je dois vous dire que quand j'ai reçu le comité, je lui ai notamment signalé que je voudrais, lorsqu'il s'agit de procéder à des expulsions, que l'on se préoccupe aussi un peu des policiers qui sont injuriés, à qui on crache au visage, à qui on porte des coups, qui sont mordus par un certain nombre de personnes que l'on veut expulser et qui sont les derniers à vouloir utiliser la violence mais qui doivent prendre un certain nombre de mesures pour se protéger contre la violence de ceux dont ils ne veulent pas faire autre chose qu'organiser le retour – comme on peut l'espérer – sur une base volontaire. Telle est aussi la réalité.

02.05 Fauzaya Talhaoui (AGALEV-ECOLO): En ce qui concerne les expulsions, la question se pose de savoir si les personnes expulsées ne devraient pas pouvoir s'adresser à un point de contact pour y signaler les exactions

02.06 Minister **Antoine Duquesne**: Natuurlijk! Toen ik het Comité heb ontvangen, heb ik gevraagd rekening te houden met de werkomstandigheden van de politiebeambten belast met de begeleiding van de personen die het grondgebied dienen te verlaten. Het politiepersoneel wordt vaak beledigd, in het gezicht gespuwd of zelfs gebeten. De beambten staan nochtans enkel in voor de begeleiding van mensen die hopelijk zo vrijwillig mogelijk naar hun land terugkeren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van de heer Jozef Van Eetvelt aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de subsidiëring aan de brandweerzones" (nr. A220)

03 Question de M. Jozef Van Eetvelt au ministre de l'Intérieur sur "les subventions accordées aux zones d'incendie" (n° A220)

03.01 Jozef Van Eetvelt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, deze regering heeft heel wat zorgen gehad met de politiehervorming en wij duimen ervoor dat het een goede hervorming zal zijn. Als gemeentebestuur vinden wij echter dat de hervorming ons een beetje te veel kost.

Mijnheer de minister, de begroting van volgend jaar zal bewijzen dat deze politiehervorming nog meer kost dan vorig jaar.

Deze bijzondere aandacht van de regering voor deze materie heeft natuurlijk een pijnlijke consequentie, namelijk dat andere belangrijke aangelegenheden enigszins verwaarloosd zijn. Ik denk dan met name aan de brandweer.

Mijnheer de minister, ik weet niet of u zeer goed op de hoogte bent, maar in dit land bestaan vier soorten brandweerkorpsen: de X-, Z-, Y-

03.01 Jozef Van Eetvelt (CD&V): La réforme des polices a demandé énormément d'efforts. D'autres dossiers importants comme le subventionnement des services d'incendie ont été relégués à l'arrière-plan.

Trois corps coexistent : les corps X, Y et C. Les corps C sont théoriquement des corps non autonomes, non standardisés. Toutefois, beaucoup de choses ont changé et les corps ont réalisé des investissements considérables. Le précédent

en C-korpsen. De C-korpsen waren vroeger de niet-autonome korpsen, want zij voldeden niet aan bepaalde vereisten qua kwalitatieve invulling van het personeel. Tegelijkertijd zou ik durven te stellen dat er de laatste jaren enorm veel is veranderd. Heel wat van die korpsen zijn autonoom geworden, zij hebben heel veel geïnvesteerd in personeel dat in vast dienstverband is aangeworven en zij hebben heel wat materieel aangekocht.

Vier jaar geleden verplichtte deze evolutie mij aan uw achtbare voorganger, staatssecretaris Peeters, de vraag te stellen over de hervorming van de subsidieregeling. De heer Peeters zat op dezelfde golflengte als ikzelf, waarbij de subsidieregeling niet meer afhankelijk zou zijn van de categorie van korps, maar waarbij er een gelijkschakeling zou komen. Dit echter op voorwaarde dat zij bereid waren toe te treden tot de geëigende zones van die regio.

Op dit ogenblik durf ik te zeggen dat er op dat vlak vooruitgang is geboekt en dat heel het land is verdeeld in brandweerzones, waarbij heel wat gemeenten zijn toegetreden. Ik vind dit een positieve benadering van de problematiek, want problemen van veiligheid stoppen niet aan de grens van een gemeente. Het was een goed idee om bepaalde zones uit te breiden.

Nu zijn wij zo ver, de voorwaarde is vervuld en vandaar mijn vraag of nu ook het subsidiereglement is aangepast of in de toekomst zal worden aangepast.

03.02 Minister **Antoine Duquesne**: Mijnheer de voorzitter, collega's, mijn diensten hebben een ontwerp van besluit gemaakt tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten die over een brandweerdienst beschikken in aanmerking komen voor een staatsbijdrage voor het aankopen van brandweermaterieel.

Dit ontwerp bepaalt dat alle gemeenten een subsidie van 75% kunnen krijgen voor de aankoop van brandweermaterieel op voorwaarde dat zij aangesloten zijn bij een hulpverleningszone bedoeld in artikel 10bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming. De Inspectie van Financiën heeft op 13 december 2001 een gunstig advies verleend voor dit ontwerp. Het ontwerp werd voor akkoordbevinding aan collega Vande Lanotte, minister van Begroting, gestuurd. Ik zal hem nog deze week herinneren aan dit dossier opdat de gemeenten de subsidieregeling kunnen krijgen die hen werd beloofd.

03.03 **Jozef Van Eetvelt** (CD&V): Mijnheer de minister, dat is vrij goed nieuws. Betekent dit dat het onderscheid inzake subsidiëring tussen de verschillende korpsen volledig wegvalt?

03.04 **Antoine Duquesne**, ministre: Cela est conforme à ce qui avait été annoncé. Cependant, cet arrêté aurait déjà dû être publié depuis plusieurs mois, mais il y a un peu d'encombrement dans les services du budget. Par conséquent, je répète qu'il s'agit ici d'une subvention de 75% pour l'acquisition de matériels pour un service d'incendie, pour autant qu'il fasse partie d'une zone de secours telle

secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Jan Peeters, avait envisagé une réforme de la réglementation relative à leur subventionnement.

Que pense le ministre d'une assimilation des différents corps?

03.02 **Antoine Duquesne**: En vertu d'une modification de l'arrêté royal réglant le remboursement du matériel aux corps des pompiers, les communes obtiennent le remboursement de 75 pour cent du prix d'achat du nouveau matériel d'incendie si elles font partie d'une zone de secours. Le ministre Vande Lanotte doit encore marquer son accord et je ne manquerai pas, cette semaine, de rappeler l'existence de ce texte, afin que les communes reçoivent les subventions promises.

03.03 **Jozef Van Eetvelt** (CD&V): Il n'est donc plus du tout tenu compte de la distinction entre les différents corps pour ce qui est des subventions.

03.04 **Minister Antoine Duquesne**: Dat klopt met wat aangekondigd was. Dit besluit had al enkele maanden geleden gepubliceerd moeten zijn, maar de begrotingsdiensten zijn wat

qu'elle est visée. C'est donc conforme à ce dont vous aviez discuté avec mon prédécesseur en la matière, M. Peeters.

overstelt geweest. Ik herhaal dat het hier een subsidie van 75 % betreft voor de aanschaf van materiaal voor een brandweerdienst die deel uitmaakt van een hulpverleningszone zoals beschreven.

03.05 Jozef Van Eetvelt (CD&V): Ik veronderstel dus dat het onderscheid wegvalt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de organisatie van het stemrecht voor de verkiezingen van het federale Parlement van de Belgen die in het buitenland verblijven" (nr. A237)

04 Question de Mme Simonne Creyf au ministre de l'Intérieur sur "l'organisation du droit de vote des Belges résidant à l'étranger en vue des élections du Parlement fédéral" (n° A237)

04.01 Simonne Creyf (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de procedure voor het stemrecht bij de verkiezing van het Federaal Parlement voor Belgen die in het buitenland verblijven, werd aanzienlijk vereenvoudigd. De bedoeling was om Belgen in het buitenland meer dan vroeger te betrekken bij en te laten deelnemen aan de federale verkiezingen. Bij de bespreking van deze wet drukte de minister de hoop uit dat vele Belgen in het buitenland gebruik zouden maken van de nieuwe mogelijkheden om deel te nemen aan de federale verkiezingen.

04.01 Simonne Creyf (CD&V): La procédure de vote a été considérablement simplifiée afin de favoriser la participation des Belges résidant à l'étranger aux élections législatives fédérales. Étant donné le grand nombre de Belges résidant à l'étranger, il est important de prendre les mesures nécessaires pour permettre l'application effective de la loi.

Gezien het hoge aantal Belgen dat in het buitenland verblijft, neem ik aan dat tijdig de nodige maatregelen worden genomen om de wet inzake het stemrecht van de Belgen in het buitenland te kunnen toepassen. Bijgevolg wens ik de minister enkele vragen te stellen. Hoeveel Belgen zijn momenteel ingeschreven in de bevolkingsregisters die worden bijgehouden in de Belgische diplomatieke of consulaire beroepsposten? Die inschrijving is een voorwaarde om het stemrecht te kunnen uitoefenen. Beschikt men over gegevens betreffende het aantal Nederlandstalige en Franstalige Belgen in het buitenland dat in deze registers is ingeschreven? Wanneer wordt het formulier voor de aanvraag tot inschrijving als kiezer aan deze Belgen verstuurd? Welke maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat de stembiljetten die worden uitgebracht in de Belgische diplomatieke of consulaire beroepsposten tijdig het ministerie van Buitenlandse Zaken bereiken? Welke andere voorbereidende maatregelen worden genomen? Zetten de ministeries van Binnenlandse en van Buitenlandse Zaken bijkomend personeel in voor de toepassing van de wet? Om hoeveel personeelsleden gaat het? Wat is de geschatte kostprijs, inclusief personeels- en andere kosten, van de organisatie van het stemrecht van de Belgen in het buitenland?

Combien de Belges jouissant du droit de vote sont-ils actuellement inscrits dans les registres de population des postes diplomatiques ou consulaires belges, et quelle est la proportion de francophones et de néerlandophones? Quand les formulaires d'inscription comme électeur seront-ils envoyés aux personnes concernées? Comment s'assure-t-on que les bulletins de vote remplis à l'étranger arrivent à temps au ministère des Affaires étrangères? Les départements de l'Intérieur et des Affaires étrangères mobilisent-ils du personnel supplémentaire dans le cadre de l'application de cette loi? De combien de membres du personnel s'agit-il? A quel montant évalue-t-on le coût de l'organisation de l'exercice du droit de vote des Belges à l'étranger?

04.02 Antoine Duquesne, ministre: Madame Creyf, au 25 octobre 2002, 237.067 Belges étaient inscrits au registre national en tant que possédant leur résidence principale à l'étranger. Il s'agit du nombre de Belges qui, parmi ceux se trouvant inscrits aux registres tenus dans les missions diplomatiques et les postes consulaires belges à l'étranger, ont été enregistrés au registre national par le ministère des Affaires étrangères, conformément à l'article 2 alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 8 août 1983 organique du registre national des personnes physiques.

04.03 Simonne Creyf (CD&V): Kan de minister de cijfers even herhalen? Het ging een beetje snel.

04.04 Minister **Antoine Duquesne**: Ik zal u mijn antwoord overhandigen.

04.05 Simonne Creyf (CD&V): Dat is een prima idee.

04.06 Minister **Antoine Duquesne**: Dat zal makkelijker zijn.

04.07 Simonne Creyf (CD&V): Dan is er geen probleem.

04.08 Antoine Duquesne, ministre: Suivant les informations dont je dispose, il s'avère que le ministère des Affaires étrangères n'a pas encore, à ce jour, communiqué au registre national les données personnelles de la totalité des Belges inscrits dans les registres tenus dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires belges à l'étranger. D'ailleurs, je me suis renseigné aux Affaires étrangères où l'on m'a appris que 281.685 Belges, c'est plus que le chiffre que je vous ai indiqué, sont actuellement inscrits dans les registres de la population qui sont tenus par les postes diplomatiques et consulaires de carrière belges à l'étranger. Parmi ceux-ci, me dit-on aux Affaires étrangères, 225.038 Belges auront, à la date probable des élections, atteint l'âge de 18 ans accomplis. J'ajoute que les informations communiquées au registre national ne mentionnent pas l'appartenance linguistique des Belges résidant à l'étranger, il n'est donc pas possible de les répartir entre francophones et néerlandophones.

Chaque poste diplomatique ou consulaire est tenu d'envoyer le formulaire de demande d'inscription comme électeur aux Belges ayant leur résidence dans le ressort du poste entre le premier jour du huitième mois (1^{er} novembre 2002) et le quinzième jour du cinquième mois (15 février 2003) précédant la date prévue pour le renouvellement ordinaire des chambres législatives fédérales. Cette date tombe le dimanche 20 juillet 2003. Les opérations d'envoi de ce formulaire ont donc débuté le 1^{er} novembre de cette année.

Le ministère des Affaires étrangères a pris toutes dispositions utiles pour que chaque poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger dispose d'un nombre suffisant de ces formulaires. Mon collègue des Affaires étrangères est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que les bulletins de vote des Belges à l'étranger qui auront choisi d'exprimer leur suffrage au poste diplomatique ou consulaire dans le ressort duquel ils résident, parviennent en temps utile au bureau spécial de dépouillement qui sera constitué au ministère des

04.02 Minister **Antoine Duquesne**: Op 25 oktober 2002 waren er 237.067 Belgen met hoofdverblijfplaats in het buitenland in het rijksregister ingeschreven en door het ministerie van Buitenlandse Zaken geregistreerd.

04.08 Antoine Duquesne: Het ministerie van Buitenlandse Zaken heeft de persoonsgegevens van alle Belgen die in de registers van de diplomatieke missies of consulaire posten zijn ingeschreven nog niet meegedeeld. Momenteel zouden er 281.685 Belgen in de registers van die posten zijn ingeschreven. Deze informatie vermeldt niet tot welke taalrol ze behoren.

Met het oog op de gewone vernieuwing van de federale wetgevende kamers op 20 juli 2003, moet elke diplomatieke of consulaire post het aanvraagformulier voor de inschrijving als kiezer tussen 1 november 2002 en 15 februari 2003 naar de Belgen sturen die wonen in het ambtsgebied van de post. Elke post heeft hiervoor voldoende formulieren.

De minister van Buitenlandse Zaken zal ervoor zorgen dat de stembrieven op tijd in de stemopnemingsbureaus liggen. Er zal regelmatig bilateraal tussen Binnenlandse Zaken en Buitenlandse Betrekkingen worden vergaderd tot aan de

Affaires étrangères pour recenser les votes émis sur ces bulletins.

Depuis le mois de juin 2002, se tiennent régulièrement des réunions bilatérales Intérieur-Affaires étrangères, afin d'organiser de manière optimale les opérations relatives au vote des Belges résidant à l'étranger. De telles réunions auront lieu jusqu'au jour des élections. Je cite à titre d'exemple, parmi ces opérations, la rédaction des instructions qui seront adressées aux bureaux principaux électoraux, en relation avec les cinq manières de voter auxquelles les Belges de l'étranger peuvent recourir pour exprimer leur suffrage, la rédaction des instructions destinées aux bureaux de vote qui seront établis dans les postes diplomatiques et consulaires belges à l'étranger, la mise au point des modalités de fonctionnement du bureau spécial de dépouillement que je viens d'évoquer et qui sera constitué au ministère des Affaires étrangères, afin de recenser les suffrages des électeurs qui auront émis leur vote dans les postes diplomatiques, la communication des résultats du dépouillement de ces suffrages aux divers bureaux principaux concernés, l'organisation de la nuit des élections, etc.

Sur le plan budgétaire, des crédits supplémentaires ont été inscrits tant au budget 2002 qu'au budget 2003, afin de faire face à l'ensemble de l'opération.

Ces moyens supplémentaires se détaillent comme suit pour le budget 2002:

Pour l'Intérieur, un montant de 29.260 euros, destiné à l'impression des formulaires d'inscription comme électeur, des lettres d'accompagnement et des formulaires de procuration.

Pour les Affaires étrangères, un montant de 469.000 euros, destiné à la mise sous enveloppe de ces formulaires et lettres d'accompagnement, aux frais d'expédition de ces documents vers les postes, puis au départ des postes vers les électeurs concernés.

Pour le budget 2003:

Pour l'Intérieur, un montant arrondi de 124.000 euros se répartissant comme suit:

- 82.800 euros destinés à l'acquisition du papier électoral supplémentaire nécessaire;
- 41.841 euros destinés au financement des prestations supplémentaires du personnel des bureaux principaux, coût de revient pour 60 personnes durant une semaine.

Aux Affaires étrangères, 2 millions d'euros destinés à couvrir l'ensemble des coûts, tant en frais de fonctionnement qu'en personnel pour l'année 2003.

04.09 Simonne Creyf (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord en voor het document dat ik zal krijgen. Wij zullen deze zaak nog verder volgen, aangezien de procedure nog moet worden afgehandeld.

Er is nog één punt, mijnheer de voorzitter, dat mij enigszins verrast, namelijk het feit dat men geen weet heeft van het aantal Nederlandstaligen of Franstaligen dat zich heeft ingeschreven.

verkiezingen om de stemming voor de Belgen in het buitenland zo goed mogelijk te organiseren. Hierbij wordt gewerkt aan de instructies voor de hoofdstembureaus betreffende de vijf manieren om te stemmen, de werkwijze van het bijzonder stemopnemingsbureau, de mededeling van de resultaten en de organisatie van de nacht van de verkiezingen.

Op begrotingsvlak werden als volgt bijkomende kredieten in de begrotingen 2002 en 2003 ingeschreven:

Voor de begroting 2002:

Binnenlandse zaken: 29.260 euro voor het drukken van de verschillende formulieren;

Buitenlandse betrekkingen: 469.000 euro voor enveloppes en verzendingskosten.

Voor de begroting 2003:

Binnenlandse Zaken: een rond bedrag van 124.000 euro, opgesplitst in 82.800 euro voor de aankoop van bijkomende kiesbrieven en 41.841 euro voor de financiering van de extra prestaties van het personeel;

Buitenlandse betrekkingen: 2.000.000 euro voor de totale kosten.

04.09 Simonne Creyf (CD&V): Je m'étonne que le ministre n'ait pas connaissance des chiffres relatifs au pourcentage d'inscrits néerlandophones et francophones. Le ministre Vande Lanotte a pourtant déclaré dans le cadre des discussions sur la loi électorale

Tijdens de bespreking van de kieswet in de commissie heb ik minister Vande Lanotte daarover ondervraagd, onder meer vanuit een zekere vrees over het aantal Franstalige kiezers dat zich zou kunnen inschrijven in Brussel. Minister Vande Lanotte heeft daarop beweerd dat er meer Nederlandstaligen zouden ingeschreven zijn in het buitenland dan Franstaligen. Dat was het antwoord van minister Vande Lanotte, uiteraard gegeven in een ander kader, namelijk ter gelegenheid van de bespreking van een kieswet, waar wij uiting gaven van enige bezorgdheid. Het antwoord van minister Vande Lanotte was duidelijk: "Mevrouw Creyf, er zijn meer Nederlandstaligen ingeschreven dan Franstaligen, waarover maakt u zich nu zorgen?" Nu horen wij van de minister van Binnenlandse Zaken dat er geen gegevens bestaan over de verhouding tussen Nederlandstaligen en Franstaligen, tenzij de minister zegt dat men daar toch nog over kan beschikken? Neen, u zegt dat er geen gegevens over bestaan. Dank u wel, mijnheer de voorzitter.

04.10 Minister **Antoine Duquesne**: Ik weet het dus niet. Misschien zijn er meer Nederlandstaligen of Franstaligen, ik weet het niet. Wegens de structuur van ons rijksregister zijn er geen gegevens over het aantal Nederlandstalige en Franstalige Belgen in het buitenland beschikbaar en het aantal kiezers volgens taalgebied zal pas na hun definitieve inschrijving in de gemeente van het Rijk, conform de wet van 7 maart 2002, kunnen bepaald worden.

04.11 **Simonne Creyf** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, u hebt daarstraks gezegd dat ik altijd graag het laatste woord heb en misschien wil ik daar toch nog even gebruik van maken.

Mijnheer de minister, mijn vraag valt misschien wat buiten dit bestek, maar misschien kan u erop antwoorden. Minister Van Grembergen heeft daarnet gezegd dat in 2006 over heel Vlaanderen via de computer zal gestemd worden en hij rekent daarvoor op federaal geld. Mijn vraag is of minister Van Grembergen daarvoor bevoegd is? Ik neem aan de wet op de geautomatiseerde stemming een federale wet is?

04.12 **Antoine Duquesne**, ministre: J'ai entendu comme vous cette déclaration. Je ne suis pas Mme Soleil. Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on va voter l'année prochaine pour le renouvellement des chambres législatives dans les cantons regroupant les communes, là où le vote automatisé était organisé et ailleurs selon le système traditionnel. Tout le monde sait que je souhaite revenir ici au Parlement avant la fin de la législature, comme cela on n'aura plus de scrupule, à la fois pour renouveler encore l'expérience en ce qui concerne la lecture optique, sur laquelle j'ai un certain nombre d'objections à la lumière de l'expérience, mais surtout pour essayer un système de "ticketing" qui permet à côté du système purement automatisé d'avoir une trace sur papier, visible pour l'électeur, du vote exprimé. C'est important sur le plan psychologique pour ceux qui auraient encore une réticence devant la machine. J'espère, monsieur le président, que nous pourrons voter cela ici avant la fin de la législature.

Ce que j'ai dit clairement en commission et à la Conférence des

que la majorité des personnes inscrites à l'étranger étaient néerlandophones.

04.10 **Antoine Duquesne**: Aucun chiffre n'est disponible, compte tenu de la structure du registre national.

04.11 **Simonne Creyf** (CD&V): Le ministre flamand Van Grembergen a déclaré récemment que le vote électronique serait utilisé partout en Flandre à partir de 2006.

Est-il compétent pour prendre de telles décisions dès lors que les élections constituent une matière fédérale et qu'elles sont par conséquent également financées par les autorités fédérales?

04.12 **Minister Antoine Duquesne**: Volgend jaar zullen we op geautomatiseerde wijze stemmen daar waar dat systeem al is ingevoerd. Elders zullen we onze stem op de traditionele manier uitbrengen. Ik ben van plan om deze aangelegenheid voor het einde van deze zittingsperiode opnieuw in het Parlement ter tafel te leggen.

We zullen dan de balans opmaken met betrekking tot het experiment van stemopneming door optische lezing en inzake de mogelijkheden om de geldigheid van de elektronische stemming te

présidents, c'est que l'expérience remonte à 1992-1993, que de plus en plus de communes demandent à participer, que nous avons procédé à de nombreuses auditions de toutes sortes au Parlement et qu'à la lumière de tout cela, on a amélioré les systèmes. Je crois vraiment qu'au début de la prochaine législature, il faudra trancher définitivement. Le temps de l'expérience est dépassé. On peut revenir en arrière mais cela poserait à mon sens énormément de problèmes, y compris sur le plan financier, et cela ne serait pas inscrit dans le sens de l'histoire, car je crois que l'évolution va dans ce sens. En ce qui me concerne, j'ai monté les dossiers pour qu'on puisse prendre les décisions définitives à ce moment et organiser les élections régionales et européennes selon le modèle du vote automatisé si la décision est prise. Mais mes capacités de Mme ou de M. Soleil ne me permettent pas encore de vous dire ce qui sera inscrit dans la prochaine déclaration gouvernementale.

verzekeran via de uitgifte van een biljet. Het experiment is sinds 1992 aan de gang, het wordt tijd dat een beslissing wordt genomen.

Ik zal erop toezien dat die beslissing in het begin van de volgende legislatuur kan vallen. Ik ben echter van mening dat de herinvoering van de klassieke stemming een hoge financiële kost zou hebben en niet toekomstgericht zou zijn. Aangezien ik geen waarzegger ben, weet ik niet wat de volgende regeringsverklaring zal inhouden.

04.13 **Simonne Creyf** (CD&V): Ik dank de minister en de voorzitter voor hun geduld.

De **voorzitter**: Terecht overigens

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

De **voorzitter**: Er was ook nog een interpellatie, nr. 1431 van de heer Pinxten, voorzien. Wij hebben geprobeerd hem te bereiken maar zijn daar niet in geslaagd. Hij heeft zich ook niet verontschuldigd. Zijn interpellatieverzoek wordt dus als ingetrokken beschouwd.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.02 uur.
La réunion publique de commission est levée à 15.02 heures.